

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE  
75014 PARIS - FRANCE  
TÉL. 320.36.20  
C. C. P. 1248-74 N PARIS

D 339 BRESIL: COMMUNICATION DES EVEQUES A PROPOS DE LA  
SITUATION D'INSECURITE ET DE VIOLENCE

Au cours de sa réunion tenue du 19 au 25 octobre 1976, la Commission représentative de la Conférence épiscopale des évêques du Brésil a élaboré un document destiné à faire le point suite aux graves événements qui ont secoué le Mato Grosso et la région de Rio (cf. DIAL D 338 et 330).

Daté du 25 octobre, le document n'a en fait été publié qu'au lendemain des élections municipales du 15 novembre 1976 "par respect du processus électoral".

Cette déclaration, qui impressionne par son ton clair et net, se veut une analyse "en profondeur" de la situation du pays. A ce titre, dépassant l'événementiel, elle aborde les graves questions de l'Etat de droit, du modèle de développement économique et de la philosophie politique du régime.

Normalement, la prise de position de l'épiscopat devrait avoir un impact considérable au Brésil, et ses retombées ne devraient pas se faire attendre.

Texte intégral ci-dessous.

(Note DIAL)

COMMUNICATION PASTORALE AU PEUPLE DE DIEU

INTRODUCTION

Suite aux événements récents qui ont affecté l'Eglise du Brésil et soulevé une grande émotion dans le pays comme à l'étranger, les évêques de la Commission représentative de la Conférence nationale des évêques du Brésil se sont réunis à Rio de Janeiro du 19 au 25 octobre 1976. Au cours de notre réunion, nous avons pensé à vous, les gens simples, les gens à l'esprit religieux, les gens des communautés de base et des groupes de réflexion. Et nous vous faisons part de notre réflexion pastorale.

En vous adressant la parole après tant de déclarations de pasteurs et d'Eglises, nous ne voulons pas faire un nouveau document de dénonciation, encore que les faits rapportés ici soient par eux-mêmes une dénonciation claire et vigoureuse. Nous voulons éclairer de la parole de Dieu les événements d'aujourd'hui, pour que, devant eux, les chrétiens prennent une attitude de foi et de courage, et fassent preuve d'un état d'esprit semblable à celui qu'on trouve dans le livre de l'Apocalypse. Il est interdit au chrétien d'avoir peur. Il est interdit d'être triste.

Pour faire cette communication pastorale, nous avons pu compter sur la collaboration précieuse et fraternelle de prêtres, de religieuses et de laïcs. Voici ce que nous allons vous présenter:

1) Les faits: nous rapporterons des choses que les journaux ont déjà publiées, mais que nous pensons utiles à rappeler pour nourrir la réflexion. Nous signalerons aussi certaines choses qui ne sont pas sorties dans les journaux ni à la radio.

2) La signification de ces faits: Sont-ils produits par hasard ou sont-ils le fruit d'un arbre qu'il nous faut découvrir?

3) Rappel de quelques principes pastoraux et nouveaux appels de Dieu: Que nous dit la parole de Dieu à propos de ces événements? Si Dieu nous parle non seulement par la Bible et par l'Eglise, mais aussi par les événements, nous devons chercher à découvrir les chemins du Seigneur au milieu des choses rapportées et méditées dans ce document.

#### 1- LES FAITS

Dernièrement, des faits se sont produits et, par leur gravité, ont secoué l'Eglise et le peuple brésilien. Nous pensons surtout à l'assassinat des PP. Rodolfo Lunkenbein et João Bosco Penido Burnier, et à l'enlèvement de Mgr Adriano Hipólito, évêque de Nova Iguaçu, dans la zone du littoral de l'Etat de Rio de Janeiro.

##### - Le cas de Merure au Mato Grosso (1)

L'origine de ce cas est liée au problème de la délimitation cadastrale des terres des indiens entreprise avec l'autorisation de la FUNAI. Deux jours après le début des travaux de bornage, le 15 juillet 1976, une bonne soixantaine de personnes, grands propriétaires, petits cultivateurs et hommes de main, se rendirent en armes à la Mission salésienne de Merure (Mato Grosso) pour voir le P. Rodolfo, responsable de la mission, et s'expliquer avec lui.

Le P. Gonçalo qui les reçut, fut maltraité par eux. Peu de temps après arrivèrent le P. Rodolfo et quelques indiens Boróro. Le P. Rodolfo ne réagit pas aux provocations. Il essaya de les convaincre de s'adresser à la justice. Des Boróro voulurent s'interposer pour couper court aux manques de politesse envers le P. Rodolfo.

Lourenço, le chef des Boróro, reçut une balle dans la poitrine. Trois autres coups de feu furent tirés. Le P. Rodolfo fut touché et mourut dix minutes plus tard. La fusillade crépita. D'autres indiens s'approchèrent. Cinq d'entre eux furent blessés, ainsi que quelques assaillants. L'un de ceux-ci, Aloisio, tomba mort d'une balle à la tête et de coups de couteau. L'indien Simão tomba aussi, gravement blessé. Quand sa mère Tereza s'approcha pour lui porter secours, elle fut à son tour gravement blessée. Les assaillants s'enfuirent aussitôt après en abandonnant sur place le cadavre d'Aloisio et une de leurs voitures.

Les blessés furent transportés à Barra do Garças. L'indien Simão mourut en cours de route. L'enterrement de Simão eut lieu le lendemain, et celui du P. Rodolfo deux jours plus tard. Le corps d'Aloisio fut remis à la famille par la police.

(1) Cf. DIAL D 325 (N.d.T.).

- L'enlèvement de Mgr Adriano (2)

Le mercredi 22 septembre 1976, Mgr Adriano Hipólito, évêque de Nova Iguaçu, quittait l'évêché en compagnie de son neveu et de la fiancée de celui-ci, dans une Volkswagen appartenant à l'évêque.

Après avoir passé quelques rues, ils furent interceptés par deux voitures d'où sortirent cinq ou six hommes armés de revolvers. Avec brutalité ils obligèrent l'évêque et son neveu à sortir de leur auto, pendant que la jeune fille, profitant de la confusion, réussissait à s'enfuir jusque chez elle. L'évêque fut jeté sur la banquette arrière de la voiture des kidnappeurs. Ils lui enfilèrent une cagoule sur la tête et lui passèrent les menottes aux poignets, en l'obligeant à se baisser pour qu'on ne les voie pas de l'extérieur, pendant que la voiture démarrait à fond de train. Les kidnappeurs coupèrent tous les boutons de la soutane de l'évêque.

Au bout d'une demi-heure, ils stoppèrent et retirèrent à l'évêque tous ses vêtements pour le laisser entièrement nu. Ils essayèrent de lui faire boire le contenu d'une bouteille d'alcool. Mais comme l'évêque se débattait, ils désistèrent. Ils criaient pendant ce temps-là qu'ils étaient de l'"Alliance anticommuniste brésilienne", que l'évêque était "un communiste et un traître" et qu'"après ce serait le tour de l'évêque Calheiros"! (Il s'agit de Mgr Waldyr Calheiros, évêque de Volta Redonda, dans l'Etat de Rio de Janeiro.)

Ensuite ils emmenèrent l'évêque dans un endroit désert d'où il entendait les cris de son neveu. Après avoir barbouillé l'évêque à la peinture rouge, ils le remirent dans la voiture. Ils l'abandonnèrent, ligoté, bien loin de Nova Iguaçu, sur le trottoir d'une rue du quartier Jacarépaguá.

L'évêque fut ramassé là par des hommes qui lui donnèrent des habits et l'emmenèrent à la paroisse voisine. Mgr Adriano se rendit alors au poste de police local et de là, après sa déposition, il fut conduit à la Police politique. Au DOPS, on l'informa que son neveu avait été retrouvé et que, en compagnie de sa fiancée, il venait donner des éclaircissements. On lui déclara également que sa voiture avait été détruite par une explosion devant le siège de la Conférence nationale des évêques à Rio, dans le quartier Glória.

Au DOPS, Mgr Adriano reçut la visite du nonce apostolique, le représentant du pape au Brésil, venu lui témoigner sa solidarité. Au début, le nonce se vit empêché d'entrer dans la salle où l'évêque était en train de faire sa déposition.

Jusqu'à la date d'aujourd'hui, la Conférence nationale des évêques du Brésil n'a pas connaissance des résultats de l'enquête ouverte par les autorités pour découvrir les auteurs de l'enlèvement.

- La mort du P. João Bosco Penido Burnier (3)

Le P. João Bosco Penido Burnier, jésuite, missionnaire de la prélatrice de Diamantino au Mato Grosso, voyageait en compagnie de Mgr Pedro

D 339-3 (2) Cf. DIAL D 330 (N.d.T.).  
(3) Cf. DIAL D 335 et 338 (N.d.T.).

Casaldáliga, évêque de São Félix dans le même Etat, le 11 octobre 1976, après une réunion de prêtres sur les problèmes des indiens.

En passant par la localité de Ribeirão Bonito, dans la commune de Barra do Garças, l'évêque et le prêtre se rendirent au poste de police locale pour protester contre l'arrestation injustifiée de deux femmes de l'endroit et contre les tortures qui leur étaient infligées.

Huit jours avant, le caporal Félix, de la Police militaire du Mato Grosso, avait été assassiné à l'occasion de l'arrestation, faite dans une ambiance de brutalités et de violences, des fils de M. Jovino Barbosa. La mort du caporal valut à la localité de Ribeirão Bonito la venue d'un fort contingent de policiers de Barra do Garças. La police se mit à semer la terreur dans la région en arrêtant les gens, en les frappant, en les torturant.

Mme Margarida Barbosa, soeur de M. Jovino, fut arrêtée les 5 et 11 de ce mois et torturée par la police qui la fit s'agenouiller les bras en croix sur des capsules de bouteille. Les policiers lui enfilèrent des aiguilles sous les ongles des mains et lui en piquèrent dans les seins. Ils la battirent. L'interrogatoire fut conduit sous la menace d'un fusil et de deux revolvers braqués sur les oreilles. Durant tout le temps de détention, elle n'eut droit à aucune nourriture ni même à de l'eau. Le 11 octobre, à 17 H, on entendait ses cris depuis la rue: "Ne me battez pas!"

Mme Santana, femme de Paulo, le fils de M. Jovino, alors qu'elle relevait de couches deux semaines auparavant, fut arrêtée aux mêmes dates et violée par plusieurs soldats qui brûlèrent également les cultures et la maison de son mari, avec la récolte de riz engrangée.

La souffrance de ces femmes fut le motif de la démarche de Mgr Pedro et du P. João Bosco au poste de police de Ribeirão Bonito. Ils essayèrent, mais en vain, de dialoguer calmement avec les caporaux Juraci et Messias ainsi qu'avec deux autres soldats, et d'intercéder pour les victimes. La police répliqua par des injures et des menaces s'ils osaient dénoncer en haut lieu des actes arbitraires. Le P. João Bosco reçut un coup de poing et un coup de crosse au visage, puis une balle dum-dum dans la tête.

Pendant les trois heures où il garda sa lucidité, le P. João Bosco reçut les derniers sacrements et offrit ses souffrances à Dieu pour les gens et pour les indiens. Emmené agonisant à Goiânia, il devait mourir le 12 octobre à 17 H.

#### - Autres faits

A ces faits s'en ajoutent d'autres montrant que l'Eglise est réprimée en permanence:

- Dom Hélder Câmara, archevêque d'Olinda et Recife, connu dans le monde entier, est de longue date victime de la censure officielle. La simple mention de son nom est interdite dans la presse, à la radio et à la télévision, sur instructions écrites du département de Police fédérale au ministère de la Justice.

- L'hebdomadaire "O São Paulo", publication du diocèse de São Paulo, est soumis à une double censure préalable par le bureau de censure de la Police fédérale.

- La violence s'est également manifestée contre d'autres institutions: c'est le cas des récents attentats terroristes commis contre l'Ordre des avocats du Brésil, contre l'Association brésilienne de presse, tous deux à Rio de Janeiro; contre le siège de la Justice militaire, à Porto-Alegre; et contre le Centre brésilien d'analyses et d'enquêtes (CEBRAP), à São Paulo.

- La nuit de l'enlèvement de Mgr Adriano Hipólito, en plus de l'explosion d'une bombe devant le siège de la Conférence nationale des évêques du Brésil, une autre bombe explosait, également à Rio, au domicile du journaliste Roberto Marinho, directeur du journal "O Globo", blessant un des employés de maison.

- En plus de ces faits, qui ont eu une très grande répercussion, nous devons rappeler qu'au cours des dernières années ont eu lieu des arrestations politiques arbitraires qui incluaient enlèvements, mauvais traitements, tortures, disparitions et morts, bien que depuis mai dernier - à ce qu'on sache - de tels faits ne se sont plus reproduits (4). On ne peut pas en dire autant des crimes qui continuent d'être commis par des membres de la police contre la population de notre Brésil immense; les épisodes les plus notoires sont ceux qui ont eu pour scène la ville de Campo Grande, au Mato Grosso, quand des officiers de la Police militaire ont séquestré pour rançon et tué un jeune homme; dans la banlieue de Rio de Janeiro ainsi qu'à São Paulo, d'autres crimes ont été aussi commis par des éléments de la Police militaire (5).

La violence engendre la violence. La violence pratiquée sur la personne des prisonniers politiques s'est répandue parmi les militaires et les policiers.

On peut constater à l'évidence que les derniers attentats ne sont pas seulement la conséquence d'une déformation chez les membres de la police: ils sont caractéristiques des agissements d'organisations terroristes au plan du continent latino-américain.

Une démonstration du terrorisme politico-militaire au niveau continental est celle de l'arrestation de dix-sept évêques catholiques et d'une vingtaine d'assesseurs prêtres, religieuses et laïcs, qui a eu lieu le 13 août dernier dans la ville de Riobamba, en Equateur, et qui a été suivie de leur transfert à Quito par les autorités militaires de ce pays. A cette occasion, les évêques arrêtés, dont deux brésiliens (Mgr Cândido Padin et Mgr Antônio Fragoso), des nord-américains, des chiliens, des mexicains, ainsi qu'un paraguayen, un argentin et un vénézuélien, envoyèrent une lettre au pape; ils lui déclaraient que le but de leur rencontre était exclusivement d'ordre pastoral et qu'ils s'étaient réunis pour réfléchir ensemble sur les problèmes se rapportant à l'évangélisation dans leurs diocèses respectifs, dans le contexte historique actuel de l'Amérique latine.

(4) Cette accalmie fait suite au remplacement du général d'Avila commandant la place de São Paulo, par le général Dilermando, à la suite de la mort sous la torture d'un journaliste et d'un ouvrier. (Cf. DIAL D 258 et 281) (N.d.T.)

(5) Cf. DIAL D 334 (N.d.T.).

## 2- LA SIGNIFICATION DE CES FAITS

Devant tous ces faits, qui <sup>donc</sup> porte la responsabilité d'une telle vague de perversité aux proportions grandissantes et alarmantes? Qu'y a-t-il derrière tous ces crimes qui, dans notre pays, ont atteint un degré raffiné de cruauté?

L'action pernicieuse et néfaste, anonyme ou publique, de ceux qui traitent les évêques, prêtres et laïcs de subversifs, agitateurs et communistes quand ils prennent la défense des pauvres, des humbles, des prisonniers et des victimes de la torture, une telle action contribue à faire naître un climat de violence et d'arbitraire par la pratique qui en est faite.

Devant des faits qui révoltent l'opinion publique du pays, la responsabilité de cette situation ne peut pas seulement être attribuée au policier de la base qui appuie sur la gâchette de son revolver, à tel ou tel policier, à tel ou tel militaire. Il faut aller plus loin pour chercher les racines qui permettent l'existence de ce climat de violence.

Parmi les principaux facteurs de violence, nous signalons ceux ci-dessous:

### - Les pauvres sans justice

Ce sont les pauvres, les sans défense qui remplissent les prisons, les postes de police, où les tortures sont fréquemment pratiquées sur des victimes dont le seul crime est de ne pas avoir de carte d'identité ou d'avoir été raflés lors d'un "coup de filet" de la police. Il n'y a que les pauvres à être accusés de vagabondage et emprisonnés à cause de cela.

Pour les puissants, la situation est bien différente. Des criminels **restent** impunis parce que protégés par le pouvoir de l'argent, par le prestige ou l'influence dans une société qui couvre ce genre d'injustice et qui en est donc complice.

Ce "Deux poids deux mesures" semble suggérer que, dans notre société, seul, ou surtout, l'argent est source de droit, et non le fait d'être un humain. Au cours de l'assemblée générale de l'Ordre des avocats du Brésil, tenue ces jours derniers dans l'Etat de Bahia, les avocats ont exprimé leurs préoccupations devant cet état de choses; ils ont expliqué que "le droit pénal est le droit <sup>des</sup> des pauvres non parce qu'il les assiste et les protège, mais parce que <sup>c'est</sup> exclusivement sur eux qu'il pèse de tout son poids et de toute sa rigueur."

### - L'impunité des policiers criminels

L'action criminelle du célèbre "Escadron de la mort" est bien connue puisque son existence est constatée dans plusieurs Etats de la Fédération (6). On sait que, dans quelques cas, des policiers assassins ont été arrêtés et punis selon la loi.

C'est un cas grave que celui des policiers qui, accusés de crimes d'homicide, de corruption, de trafic de stupéfiants et de prostitution,

ne sont pas cités à la barre des tribunaux parce que couverts par des pouvoirs supérieurs qui les protègent sous prétexte qu'ils sont des éléments de valeur dans la répression des crimes politiques; ils empêchent ainsi la Justice de faire son devoir, lequel consiste à garantir le principe de l'égalité de tous devant la loi, base de toute société qui se prétend civilisée (7).

#### - La mauvaise distribution des terres (8)

La mauvaise distribution des terres au Brésil remonte à l'époque coloniale. Mais le problème s'est aggravé au cours des dernières années, par suite de la politique de dégrèvements fiscaux pour les investissements des grandes sociétés d'élevage et de production de viande. Ses résultats négatifs sont l'extension à l'intérieur du pays d'une spéculation immobilière effrénée, et l'apparition de grandes sociétés qui, fortes de leurs moyens juridiques et financiers, en terminent avec les petits propriétaires en expulsant de leurs terres les indiens et les cultivateurs.

Ces petits propriétaires, "sitiantes" ou "posseiros", qui ont déjà des difficultés pour obtenir une carte d'identité, ne parviennent pas à régulariser leurs titres de propriété ou à faire valoir en justice leurs droits de prescription.

Ils sont alors expulsés de leurs terres, rejetés encore plus à l'ouest, y compris vers des pays voisins, ou transformés en nouveaux nomades destinés à errer le long des routes du pays.

Quand ils résistent, ils sont pris dans des conflits qui vont se multiplier, en particulier dans les régions de l'Amazonie et du Mato Grosso.

D'autres se rabattent sur les villes les plus proches, provoquant ainsi de grandes migrations intérieures qui aboutissent au "gonflement" des grandes villes où ils logent dans des baraques misérables. Ils mènent ainsi une vie inhumaine, jusqu'au jour où ils partent plus loin, balayés par l'implantation de grands projets d'urbanisation ou par la spéculation immobilière prenant pied dans les zones où ils s'étaient installés et qui sont devenues intéressantes. Auparavant, ils auront déjà soufferts des maux de la grande ville, tels que la dégradation des salaires et la mauvaise qualité, quand ce n'est pas l'absence, des services urbains.

#### - La situation des indiens

Les indiens, surtout dans l'Amazonie légale (9), perdent progressivement de larges étendues de leurs terres au profit des grands propriétaires et des petits cultivateurs; certains de ces derniers sont à leur tour expulsés de leurs terres d'origine par de puissants chefs d'entre-

(7) Il faut signaler ici la publication au Brésil du livre de Hélió Bicudo: "Mon témoignage sur l'Escadron de la mort". L'auteur est le procureur qui, en 1970, parvint à inculper le chef de l'Escadron de São Paulo. Ecarté au bout d'un an parce que devenu dangereux pour "les pouvoirs supérieurs", M. Bicudo écrit aujourd'hui ses mémoires. N'ayant trouvé aucun éditeur pour son livre, c'est la Commission Justice et Paix du diocèse de São Paulo qui a pris la responsabilité de l'édition. (N.d.T.)

(8) Cf. DIAL D 191 (N.d.T.).

D 339-7 (9) Zone plus étendue que l'Amazonie réelle (N.d.T.).

prise. C'est la répétition de ce qui s'est passé autrefois avec les indiens du sud du pays.

Dans ce contexte, le "Statut de l'indien" (10) reste lettre morte tandis que les indiens, quand ils survivent, sont exploités comme main-d'oeuvre bon marché, se dirigent vers la périphérie des villes, ou encore, affamés et malades, déambulent sur les routes qui trouvent leurs réserves.

La tutelle de l'Etat, en les frappant partiellement d'incapacité devant la loi, empêche les indiens de devenir maîtres de leur croissance et de leur destin.

La lenteur caractérise la tâche de délimitation des terres des indiens, un problème qui s'alourdit avec l'âpreté au gain de ceux qui se lancent dans l'exploitation des richesses naturelles et des forêts.

L'introduction d'un certain type de progrès reposant sur d'importants moyens financiers expose des tribus entières à l'extermination, comme c'est le cas avec l'ouverture de routes sans planification préalable respectueuse des premiers habitants de la région. Dans cette catégorie entrent des projets de l'Institut national de colonisation et de réforme agraire (INCRA) lui-même.

Il n'est donc pas étonnant dans ces conditions que les indiens soient amenés à rougir de leur race, et ainsi à chercher à cacher leurs origines, à se dire boliviens ou péruviens, pour pouvoir être acceptés par une société qui se considère comme supérieure.

#### - Sécurité nationale et sécurité individuelle

Nous avons déjà expliqué que le principe de l'égalité de tous devant la loi est le fondement de toute société qui se prétend civilisée. La sécurité de tous et de chacun dans un pays est donc essentielle à la sécurité intérieure d'une nation.

La constitution brésilienne en vigueur affirme que "Le pouvoir vient du peuple et il est exercé en son nom". L'affirmation contraire selon laquelle "C'est l'Etat qui concède la liberté et les droits de l'homme" aux citoyens et au peuple, ne doit pas nous surprendre si nous avons présent à l'esprit la pensée qui est à la base de "la doctrine de la sécurité nationale" (11); cette pensée inspire depuis 1964 le gouvernement brésilien et a engendré un système politique de plus en plus centralisateur et, par contrecoup, de moins en moins ouvert à la participation du peuple.

Dans la perspective humaniste et chrétienne, la Nation résume toutes les formes associatives du peuple. Le droit de libre association doit être reconnu, respecté et encouragé par l'Etat, c'est-à-dire par le gouvernement. Etre nationaliste, donc, ne signifie pas sacrifier une foi, un sentiment, des idéaux, des valeurs qui peuvent paraître nocives aux intérêts et aux points de vue du système politique en vigueur, voire même incompatibles avec ces intérêts et ces points de vue.

(10) Cf. DIAL D 164 (N.d.T.).

(11) Cf. DIAL D 298 et 302 (N.d.T.).

Toujours dans la perspective humaniste et chrétienne, la Nation n'est pas synonyme d'Etat. Ce n'est pas l'Etat qui concède la liberté et les droits de l'homme, car leur existence est antérieure à la Nation elle-même; mais il appartient à l'Etat de reconnaître, de défendre et de promouvoir les droits de l'homme pour tous et pour chacun des citoyens.

L'autre grande tentation des détenteurs du pouvoir est de confondre le devoir de loyauté du peuple envers la Nation avec la loyauté envers l'Etat, c'est-à-dire envers le gouvernement. Mettre l'Etat, le gouvernement, au-dessus de la Nation constitue une survalorisation de la sécurité de l'Etat et une mésestime de la sécurité de l'individu. C'est réduire le peuple au silence et le plonger dans un climat de peur.

Sans consultation ni participation populaires, les programmes, projets, plans officiels, si bons soient-ils et si réussis matériellement et économiquement puissent-ils être dans leur exécution, ne peuvent que plus facilement mener à la corruption; ils ne se justifient aucunement s'ils ne correspondent pas aux besoins et aux aspirations du peuple.

L'idéologie d'une sécurité nationale considérée comme supérieure à la sécurité individuelle se répand dans tout le continent latino-américain, ainsi qu'il est arrivé dans les pays sous domination soviétique. Sous son inspiration, au nom de la lutte contre le communisme et en celui du développement économique, les régimes de force déclarent la "guerre antisubversive" à tous ceux qui ne concordent pas avec cette vision autoritaire de l'organisation de la société.

L'entraînement à la "guerre antisubversive" et contre le communisme, en Amérique latine, ne conduit pas seulement à l'abrutissement grandissant de ses agents; il engendre également un nouveau type de fanatisme, ainsi qu'un climat de violence et de peur. Les libertés de pensée et de presse sont sacrifiées; les garanties individuelles sont supprimées.

Cette doctrine a conduit les régimes de force à partager les caractéristiques et les pratiques des régimes communistes: l'abus de pouvoir de la part de l'Etat, les emprisonnements arbitraires, les tortures, la suppression de la liberté de pensée.

### 3- RAPPEL DE QUELQUES PRINCIPES PASTORAUX ET NOUVEAUX APPELS DE DIEU

En nous plaçant devant la réalité des faits et de quelques-unes de ses causes ou racines principales, nous faisons appel aux lumières et à la sagesse de l'Esprit-Saint afin que nous soyons capables, dans ces événements et dans ces situations, de percevoir les appels de Dieu pour notre mission d'évangélisation et d'affirmer quelques principes d'orientation pour notre action pastorale.

Nous allons réfléchir ensemble à partir de la parole de Dieu, des évangiles en particulier.

Le monde est fait de bien et de mal. L'évangile parle d'un champ où a été semé du bon grain et de l'ivraie, d'un filet dans lequel sont pris des poissons bons et mauvais, d'une terre où la semence germe, grandit et donne du fruit, ainsi que d'une terre où la même semence ne germe pas

Le Christ est venu sauver tous les hommes. Mais il y a les enfants de lumière qui accueillent le message de salut; et il y a les enfants de ténèbres qui se refusent à l'accueillir.

Nous savons que, même entre chrétiens, il peut y avoir et il y a beaucoup de gens au service du pouvoir du mal. Nous savons aussi par ailleurs que, même en-dehors des Eglises, il peut y avoir et il y a des gens luttant aux côtés du Christ sans le savoir et sans reconnaître que lui seul libère. La ligne de partage entre le bien et le mal passe par le coeur de l'homme, de chacun des hommes. Nous ressentons tous, comme St Paul, deux forces en nous-mêmes: l'une qui appelle à la liberté, l'autre qui nous rend esclave du péché. D'où le besoin permanent de nous convertir, de laisser l'Esprit-Saint chasser, par ses lumières, les ténèbres qui nous habitent encore.

Dans le champ du mal, tous ne sont pas "des loups habillés en agneaux". Il y a des gens bien intentionnés qui sont là par ignorance, comme Saul qui persécutait les chrétiens ou comme le centurion qui a commandé l'exécution du Christ. Il y a même ceux qui estiment sincèrement servir la cause du bien et "servir Dieu". C'est pourquoi, quand ils font souffrir un frère, nous ne devons pas nourrir de désirs de vengeance ou souhaiter que Dieu les châtie. Nous devons prier pour eux comme le Christ l'a fait: "Père, pardonne-leur car ils ne savent pas ce qu'ils font". Notre lutte n'est pas contre les personnes: toutes méritent notre amour. Notre lutte est contre l'esclavage du péché, de la faim et de l'injustice dont ces personnes sont responsables, même si c'est très souvent par inconscience.

Les forces organisées du mal ne veulent pas faire place aux faibles et aux petits qui sont la majorité dans le peuple. Seuls, les grands et les puissants ont des droits. Le petit ne peut avoir que le strict nécessaire pour continuer à vivre et à servir le pouvoir. Le jour où il refuse de servir ou commence à être un caillou dans le soulier du grand, il est condamné à disparaître; sa terre est destinée à lui être retirée; sa maison est vouée à l'expropriation et à la destruction.

Le plan de Dieu est différent. Il a envoyé son fils Jésus pour être l'espérance et la défense du faible, de l'exclus, de l'opprimé. Aussi Jésus a-t-il repris ses disciples quand ils ont été grossiers envers les enfants; rendu sa valeur à l'humble geste de la prostituée; sauvé du lynchage la femme qui avait trompé son mari; été s'asseoir à la table de gens de mauvaise réputation comme les publicains; et même choisi Matthieu, l'un de ceux-ci, pour devenir apôtre. En attitude de pardon et de miséricorde, il a laissé les quatre-vingt dix-neuf brebis sauvées pour aller à la recherche de celle qui s'était perdue.

L'Eglise doit suivre l'exemple du Christ. Elle n'a le droit d'exclure personne et doit offrir à chacun, grands et petits, les moyens de salut qu'elle a reçus du Christ. Mais ses choix et ses prédilections vont aux faibles et aux opprimés. Elle ne peut rester insensible à la spoliation de l'indien expulsé de ses terres, et à la destruction de sa culture. Elle ne peut fermer les yeux sur la situation d'insécurité que vivent les petits, sur la famine chez les pauvres et la dénutrition chez les enfants. Elle ne peut ignorer les déracinés, les migrants à la recherche

de nouvelles chances, qui ne trouvent abri que sous les ponts ou s'entassent dans les banlieues des villes. Le Christ se fait présent et visible dans ces personnes. Les maltraiter, c'est maltraiter le Christ.

Devant les maux qui affligent quotidiennement les tout-petits, la souffrance et la mort de nos frères pasteurs ou laïcs sont pour nous une participation à la croix du Christ et de son peuple, une autre façon de boire au calice du Seigneur.

Le Christ a été le grand défenseur des droits de l'homme. Il nous apprend que nous sommes tous enfants aimés du même père des cieux, donc frères ayant le devoir et le droit de se partager les biens créés.

Les grands de ce temps-là ne toléraient pas que le Christ les considérât devant Dieu <sup>comme</sup> égaux aux petits, aux ignorants de la loi et aux pécheurs. C'est à ces derniers, pourtant, que le Christ a donné la préférence quand il a dit: "Les prostituées et les publicains vous précéderont dans le royaume de Dieu" (Matthieu 21, 31).

L'Eglise s'est employée à prendre la défense des droits du faible, du pauvre, de l'indien, de l'enfant qui va naître. Mais aujourd'hui elle ne réclame plus pour le peuple l'aumône d'un superflu tombant de la table des riches: elle réclame une répartition plus juste des biens. Pourquoi seuls quelques-uns peuvent-ils manger alors que la majorité des gens doit se coucher avec la faim? Pourquoi quelques-uns - dont des étrangers - peuvent-ils acquérir à prix d'argent des milliers d'hectares de terre pour élever du bétail et exporter de la viande, alors que les gens pauvres ne peuvent plus continuer à cultiver le lopin de terre où ils sont nés et ont été élevés, où ils vivent et travaillent depuis déjà des dizaines d'années?

Pourquoi seuls quelques-uns ont-ils le pouvoir de décision? Pourquoi les uns gagnent-ils 30.000, 50.000, 100.000 cruzeiros par mois, alors que tant d'autres ne disposent pas plus d'un salaire minimum? Il y a des pays où l'écart entre le salaire minimum et le salaire maximum ne dépasse pas 12, alors qu'au Brésil il est de plus de 200. Pourquoi quelques-uns peuvent-ils aller se promener et connaître le monde entier, alors que la majorité des gens ne peut pas prendre une semaine de vacances en sortant avec leur famille?

Il y a eu une époque où, dans nos prédications, nous donnions surtout des conseils de patience et de résignation. Aujourd'hui, sans pour autant cesser de faire comme autrefois, nous nous adressons aussi aux grands et aux puissants pour les mettre en face de leurs responsabilités devant les souffrances du peuple.

Comment réagissent-ils? Par un examen de conscience? En défendant leurs intérêts? C'est ainsi qu'ont réagi les puissants du temps du Christ: "Si nous le laissons faire, tous croiront en lui et les romains viendront et détruiront notre Lieu saint et notre nation" (Jean 11,48). Les grands de ce temps-là ne pensaient qu'à eux et pas aux gens du peuple. Aujourd'hui, est-ce la même chose? Si l'évangile est mis en pratique, c'est bon pour le peuple; mais les grands vont perdre leurs privilèges, ainsi que l'avait prophétisé la Sainte Vierge: "Il renverra

les puissants de leur trône, il élève les humbles. Il comble de biens les affamés, renvoie les riches les mains vides." (Luc 1, 52-53.)

En tant que pasteurs, nous désirons sincèrement qu'ils ne tournent pas le dos à la parole de Dieu qui entend les cris de son peuple.

A ceux qui font un usage inouï de cette parole de Dieu: "Mon royaume n'est pas de ce monde. Si mon royaume était de ce monde, mes gens auraient combattu pour que je ne fusse pas livré aux juifs. Mais mon royaume n'est pas d'ici." (Jean 18, 36), nous répondrons que l'Eglise n'ignore pas que la part la plus belle du royaume sera vécue dans la Maison du père, mais elle sait aussi que le royaume de Dieu commence dès ici-bas. Nous devons tous oeuvrer pour que le peuple puisse passer "de conditions de vie infra-humaines à une situation plus humaine".

L'Eglise n'est pas un pouvoir comme les autres. Elle ne doit pas mettre sa confiance dans la force ni essayer d'utiliser les mêmes armes que les puissants. Son arme, c'est la croix. Sa force, c'est la grâce de Dieu. Pour édifier le royaume, pas celui de ce monde mais celui de Dieu, il faut croire, prier et surtout souffrir et même mourir car "sans effusion de sang il n'y a point de rémission" (Hébreux 9,22).

Voilà pourquoi personne ne doit s'étonner que beaucoup de ceux qui mettent l'évangile en pratique soient tellement critiqués et même traités de communistes ou de subversifs. L'évangile dit du Christ: "Cet enfant doit être un signe en butte à la contradiction" (Luc 2, 34). Lui qui a "passé sa vie à faire le bien", il a été critiqué, accusé de tas de choses, arrêté, conduit devant les tribunaux et condamné à mort. "Le disciple n'est pas au-dessus du maître." Que personne ne soit triste à cause de ces accusations, ni même soucieux de s'en défendre! Comme St Paul, nous pouvons dire: "Pour moi, que jamais je ne me glorifie sinon de la croix de notre Seigneur Jésus Christ, qui a fait du monde un crucifié pour moi et de moi un crucifié pour le monde" (Galates 6,14).

Voilà ce que les grands de ce monde peuvent difficilement comprendre: le bonheur de la croix, reçu en union avec le Christ crucifié. "Heureux êtes-vous si l'on vous insulte, si l'on vous persécute et si l'on vous calomnie de toutes manières à cause de moi. Soyez dans la joie et l'allégresse, car votre récompense sera grande dans les cieux: c'est bien ainsi qu'on a persécuté les prophètes, vos devanciers." (Matthieu, 5, 11-12.) Nous ne devons pas nous lamenter sur le sort de Mgr Adriano, du P. Rodolfo, du P. João Bosco et de l'indien Simão.

Il serait bon que les autorités découvrent et punissent les responsables de l'enlèvement de l'évêque, non pour lui exprimer ainsi leur solidarité, mais pour que les gens du littoral de Rio puissent avoir davantage confiance dans le gouvernement et être assurés qu'ils ne continueront pas à manquer de protection et de défense le jour où ils tomberont entre les mains de tant de criminels.

Il serait bon que la justice condamne les assassins du P. João Bosco, non point parce qu'il appartient à une famille renommée, mais pour que plus jamais des policiers puissent manquer de respect envers les gens,

torturer quiconque comme ils ont torturé nos soeurs Margarida et Santana, ou continuer à semer la terreur chez les humbles.

Il serait bon que João Mineiro et ses collègues de crime soient arrêtés et condamnés, non pour venger la mort du P. Rodolfo et de l'indien Simão, mais pour que les envahisseurs de terres comprennent que le bras de la justice pèse aussi sur eux.

La simple condamnation des exécutants des crimes n'est pas suffisante pour apaiser la conscience des autorités, tant que le système social, politique et économique continue à engendrer un ordre social caractérisé par l'injustice et propice à la violence.

Face à tout cela, qu'est-ce que le Christ attend de nous? Voici quelques-unes des consignes qu'il nous donne:

- "Ne craignez pas ceux qui tuent le corps mais ne peuvent tuer l'âme" (Matthieu 10, 28). - "Dans le monde, vous aurez à souffrir. Mais gardez courage, j'ai vaincu le monde!" (Jean 16, 33). - "Si le monde vous hait, sachez qu'il m'a haï avant vous" (Jean 15, 18). "Prends ta part de souffrances, en bon soldat du Christ Jésus" (II Timothée 2, 3). - "Reste fidèle jusqu'à la mort, et je te donnerai la couronne de vie" (Apocalypse 2, 10). - "Je complète dans ma chair ce qui manque à la passion du Christ" (Colossiens 1, 24). - "Malheur à moi si je ne dis pas la vérité que j'ai entendue. Malheur à moi si je me tais quand Dieu m'ordonne de parler" (Liturgie).

C'est grâce à cet effort constant de fidélité que l'Eglise, constituée par nous tous, pourra se purifier et marcher vers la réalisation du royaume de Dieu. C'est alors seulement que se vérifiera ce que St Jean a écrit dans le livre de l'Apocalypse:

"Voici la demeure de Dieu avec les hommes. Il aura sa demeure avec eux; ils seront son peuple et lui, Dieu-avec-eux, sera leur Dieu. Il essuiera toute larme de leurs yeux: de mort, il n'y en aura plus; de pleur, de cri et de peine, il n'y en aura plus, car l'ancien monde s'en est allé." (Apocalypse 21, 3-4.)

Ainsi donc, frères aimés, continuons à marcher ensemble sur le chemin de l'Espérance.

Rio de Janeiro, le 25 octobre 1976

P.S.: Soucieux que cette communication pastorale au peuple de Dieu demeure sur le terrain qui lui est propre et ne puisse être utilisée par des forces politiques de quelque signe que ce soit, et nûs également par un sentiment de respect du processus électoral dans lequel nous ne désirons pas intervenir, nous ajournons la publication de notre communication jusqu'au lendemain des élections du 15 novembre.

---

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 140 F - Etranger 160 F  
(avion: tarif spécial)

Directeur de publication: Charles ANTOINE

Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris

D 339-13 Commission paritaire de presse: n° 56249